

3.(EU) UE/PRÉSIDENTENCES DE L'UE

04/03/2010 (Agence Europe) - Quatorze *think tanks* (dont Notre Europe, Bruegel, CEPS et Egmont) ont remis, jeudi 4 mars, une volumineuse contribution au trio de présidences de l'Union européenne formé par l'Espagne, la Belgique et la Hongrie. Assurer une bonne mise en oeuvre du Traité de Lisbonne et renforcer la direction économique de l'UE sont les principales recommandations. Le rapport préconise de renforcer la coordination macro-économique, notamment en donnant plus de poids au Conseil ÉCOFIN, et recommande aux trois présidences de mêler la discussion sur la stratégie 2020 à la négociation sur les prochaines perspectives financières. Le rapport est disponible sur http://www.notre-europe.eu/uploads/tx_publication/TGAE2010--EN.pdf. (H.B.)

3. (EU) UE/TRIO PRÉSIDENTIEL: quinze recommandations au trio présidentiel hispano-belgo-hongrois

Bruxelles, 05/03/2010 (Agence Europe) - Quatorze *think tanks* européens (Notre Europe, Real Instituto Elcano, Egmont, GKI, Bruegel, CEPS, Centre for European Reform, Danish Institute for International Studies, Demos Europa, ELIAMEP, ECFR, Europeum, SIEPS et SWP) ont contribué au deuxième exercice « Think global - Act European ». Le rapport, présenté jeudi 4 mars à Bruxelles, comporte quinze recommandations adressées au trio de Présidences espagnole, belge et hongroise. Le trio est notamment invité à: - veiller à ce que le Conseil Affaires générales remplisse son rôle de « coordinateur stratégique » de l'activité politique au niveau européen ; - améliorer la gouvernance économique européenne ; - renforcer l'influence de l'UE, via une représentation unique de l'Eurogroupe (pour commencer) dans les institutions financières internationales ; - construire un marché intérieur de l'énergie ; - aider le Haut représentant à mettre en place le service européen d'action extérieure ; - lancer le débat sur la révision du budget de l'UE.

Lors de la présentation de ce rapport, le secrétaire d'État espagnol aux Affaires européennes a insisté sur le rôle que le Conseil européen doit jouer dans la définition des orientations politiques, en particulier dans les domaines économique et des Affaires étrangères. Diego López Garrido a souligné que la tâche de la Présidence espagnole est de renforcer les trois nouveaux outils de relations extérieures de l'UE: le président du Conseil européen, le Haut représentant pour les affaires étrangères et la politique de sécurité et le service européen de l'action extérieure (SEAE). Lors d'une rencontre, mercredi, le commissaire européen Maros Šefèoviè lui a indiqué que la Commission doit adopter, avant la fin du mois de mars, sa communication sur la mise en oeuvre de l'initiative citoyenne, a expliqué M. López Garrido en rappelant qu'il s'agit d'une priorité de la Présidence espagnole. Le mandat de négociation en vue de l'adhésion de l'UE à la Convention européenne des droits de l'Homme est également attendu en mars. Le secrétaire d'État belge Olivier Chastel a constaté que le Traité de Lisbonne consacre le trio présidentiel et que le contexte institutionnel lui donne un nouveau rôle. Le trio actuel aura fort à faire dans la mesure où il faut « rattraper le retard législatif » dû au renouvellement des institutions, a-t-il ajouté.

Pour João Vale de Almeida, l'UE a besoin « d'un software qui soit à la hauteur du hardware » et cela passe par (1) la qualité de l'articulation entre les institutions et les personnes, (2) le design du SEAE « *extrêmement difficile* » à concevoir et (3) la volonté politique des États membres qui est « *incontournable* ». Évoquant la longue gestation du Traité de Lisbonne, neuf ans depuis la Déclaration de Laeken, le directeur général pour les relations extérieures à la Commission européenne a mis en garde contre la tentation de « *tuer le bébé au troisième mois* ». Pour lui, il faut laisser du temps aux institutions pour mettre en oeuvre le traité et expérimenter les premiers résultats.

L'ancien commissaire Mario Monti, membre du groupe de réflexion sur l'avenir de l'Europe, a fait trois observations concernant le volet économique du rapport des *think tanks*: (1) la gouvernance doit être renforcée sur les aspects budgétaires, mais aussi sur tout ce qui touche à l'économie réelle ; (2) la monnaie unique a porté ses fruits, mais le marché intérieur ne fonctionne toujours pas comme il le devrait ; (3) la crise financière a amplement montré qu'il n'y a pas que le secteur public qui creuse les déficits, or les institutions n'ont pas de moyens d'imposer une discipline commune au secteur privé. « *Tôt ou tard, l'Europe devra régler ce problème* », a-t-il dit. (O.J.)